

marches-securises.fr

PUBLICATION

**ÉTABLISSEMENT**

AFD - Agence Française de Développement
5 rue Roland Barthes
75598 Paris cedex 12

**AVIS DE MARCHÉ
SERVICES****Organisme acheteur**

Agence Française de Développement, Benjamin PONTIER, 5 rue Roland Barthes, 75598 Paris cedex 12, pays_ISO3166_FRA. Tel : +33 153443131. E-mail : pontierb@afd.fr.

Adresse(s) internet

Adresse générale de l'organisme acheteur : <https://www.marches-securises.fr>
Site du profil d'acheteur : <https://www.marches-securises.fr>

Objet du marché

Etude sur les équipements de haute performance de calcul et positionnement opérationnel de l'AFD

Lieu d'exécution

Paris 75012 Paris

Caractéristiques**Type de procédure :**

Procédure adaptée.

Caractéristiques principales :

Les prestations feront l'objet d'un accord-cadre fractionné à bons de commande en application des articles R. 2162-2 et suivants, R. 2162-13 et R. 2162-14 du Code de la commande publique. Les prestations de l'accord-cadre sont exécutées par l'émission de bons de commande successifs selon les besoins

Quantités (fournitures et services), nature et étendue (travaux) :

L'accord-cadre est un accord-cadre à bons de commande avec un maximum fixé en valeur (maximum 150 000 euros)

L'accord-cadre sera conclu avec un seul opérateur économique.

Des variantes seront prises en considération : Non**Division en lots : Non****Durée du marché ou délai d'exécution**

Durée en mois : 12 (à compter de la date de notification du marché).

Date limite de réception des offres ou des demandes de participation

Lundi 13 mai 2024 - 12:00

Date prévisionnelle de début des prestations (fournitures/services)

03 juin 2024

Conditions relatives au marché**Modalités essentielles de financement et de paiement et/ou références aux textes qui les réglementent**

Financement AFD

Langues pouvant être utilisées dans l'offre ou la candidature autre que la langue française

Français.

Unité monétaire utilisée : Euro.**Justifications à produire quant aux qualités et capacités du candidat****Documents à produire obligatoirement par le candidat, à l'appui de sa candidature :**

- Déclaration sur l'honneur du candidat justifiant qu'il n'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner obligatoires prévus aux articles L. 2141-1 à L. 2141-5 ou aux articles L. 2141-7 à L. 2141-10 du code de la commande publique ou, pour les marchés publics de défense ou de sécurité, qu'il n'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner obligatoires prévus aux articles L. 2341-1 à L. 2341-3 ou aux articles L. 2141-7 à L. 2341-5 du code de la commande publique (si cette déclaration n'est pas déjà demandée dans le cadre du formulaire DC1, ci-après)

Documents à produire à l'appui des candidatures par le candidat, au choix de l'acheteur public :

- Formulaire DC1, Lettre de candidature - Habilitation du mandataire par ses co-traitants

(disponible à l'adresse suivante : <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-candidat-dc1-dc2-dc3-dc4>).

- Formulaire DC2, Déclaration du candidat individuel ou du membre du groupement

(disponible à l'adresse suivante : <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-candidat-dc1-dc2-dc3-dc4>).

Autre justificatif / Commentaire :

Autre justificatif :

Le prestataire devra disposer d'au moins deux salariés permanents

Les prestataire devra présenter au moins 3 références de prestations en zone à risque sécuritaire similaire, à savoir une zone [orange / rouge] selon la classification du MAEE

Critères d'attribution

Offre économiquement la plus avantageuse appréciée en fonction des critères énoncés dans le cahier des charges (règlement de la consultation, lettre d'invitation ou document descriptif).

Autres renseignements

Numéro de référence attribué au marché par l'organisme acheteur

Renseignements complémentaires :

lieu d'exécution des prestations : Paris/international.

La présente consultation est passée dans le respect des dispositions des articles R. 2123-1 et R.2123-5 du Code de la commande publique selon une procédure adaptée ouverte avec négociation éventuelle, librement définie par le pouvoir adjudicateur.

Le pouvoir adjudicateur procèdera à l'analyse des offres des candidats sur la base des critères de sélection des offres et sélectionnera les 2 candidats avec lesquels il négociera éventuellement.

Date d'envoi du présent avis

16 avril 2024